

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige zware apparaten van de medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen, artikel 9, § 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 april 2023;

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap" het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017 tot uitvoering van het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige zware apparaten van de medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen.

Art. 2. De referentierentevoet op een periode van 10 jaar voor de ziekenhuizen, bedoeld in artikel 9, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt vastgesteld op 1,1053 %.

Art. 3. De referentierentevoet op een periode van 20 jaar voor de ziekenhuizen, bedoeld in artikel 9, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt vastgesteld op 1,5004 %.

Art. 4. De referentierentevoet op een periode van 25 jaar voor de ziekenhuizen, bedoeld in artikel 9, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt vastgesteld op 1,58 %.

Art. 5. Dit besluit is van toepassing op de berekening van de verblijfkosten voor 2023.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 30 juni 2023.

Brussel, 30 mei 2023.

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/45407]

6 AVRIL 2023. — Décret adaptant certaines dispositions régionales au Code des sociétés et des associations pour les compétences dont l'exercice a été transféré en application de l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Objet de l'acte*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale*

Art. 2. Dans l'article 37, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par la loi du 7 janvier 2002 et par le décret du 8 décembre 2005, les mots « s'applique aux sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « s'applique aux sociétés ».

Art. 3. Dans l'article 60, § 7, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 7 janvier 2002, les mots « de sociétés à finalité sociale, telles que visées à l'article 164bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales » sont remplacés par les mots « de sociétés coopératives agréées comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations ».

Art. 4. Dans l'article 79, § 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations » ;

2^o à l'alinéa 3, les mots « une société à finalité sociale » sont remplacés par les mots « une société coopérative agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations ».

Art. 5. Dans l'article 96/4, § 5, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 29 mars 2018, les mots « dans la réalisation de son objet social » sont remplacés par les mots « dans la réalisation de son objet ».

Art. 6. Dans l'article 96/7, alinéa 1^{er}, 1^o, de la même loi, inséré par le décret du 29 mars 2018, les mots « ou l'objet social de l'organisme » sont remplacés par les mots « ou l'objet de l'organisme ».

Art. 7. Dans l'article 112octies, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o, de la même loi, inséré par le décret du 4 octobre 2018, les mots « ou l'objet social de l'organisme » sont remplacés par les mots « ou l'objet de l'organisme ».

Art. 8. Dans l'article 133, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les décrets des 2 avril 1998 et 4 octobre 2018, les mots « les limites de son objet social » sont remplacés par les mots « les limites de son objet ».

Art. 9. Dans l'article 135bis, § 1^{er}, 1^o, de la même loi, inséré par le décret du 31 janvier 2013, les mots « dans le cadre de leur objet social » sont remplacés par les mots « dans le cadre de leur objet ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions modificatives du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 10. Dans l'article 44/3, 1^o, c), du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, inséré par le décret du 22 janvier 2015, les mots « siège social » sont remplacés par le mot « siège ».

Art. 11. Dans l'article 122, 3^o, du même Code, les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 12. Dans l'article 149/3, 1^o, du même Code, inséré par le décret du 28 avril 2014 et remplacé par le décret du 2 mai 2019, les mots « de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations ».

Art. 13. Dans l'article 149/13, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} mars 2018, le 6^o est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 149/15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du même Code, inséré par le décret du 1^{er} mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations » ;

2^o les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 15. Dans l'article 155/2, 1^o, du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018, les mots « siège social » sont remplacés par le mot « siège ».

Art. 16. Dans l'article 380, 1^o, du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, les mots « siège social » sont remplacés par le mot « siège ».

Art. 17. Dans la Partie 2, Livre VI, Titre 1^{er}, chapitre préliminaire, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019 et modifié par le décret du 3 février 2022, les articles 410/0 à 410/40 sont renumérotés en 410/14 à 410/54.

Art. 18. Dans l'article 418/6, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 16 octobre 2015, les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 19. Dans l'article 418/10, 1^o, du même Code, inséré par le décret du 16 octobre 2015, les mots « de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations ».

Art. 20. Dans l'article 491/17, § 2, 2^o, du même Code, inséré par le décret du 2 mai 2019, les mots « siège social » sont remplacés par le mot « siège ».

Art. 21. Dans l'article 513, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du même Code, les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 22. Dans l'article 624/7 du même Code, inséré par le décret du 27 mars 2014, les mots « la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « le Code des sociétés et des associations ».

Art. 23. Dans l'article 681 du même Code, remplacé par le décret du 10 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « siège social » sont remplacés par le mot « siège » ;

2^o à l'alinéa 2, les mots « siège social » sont à chaque fois remplacés par le mot « siège ».

Art. 24. Dans l'article 694/1 du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, le 4^o est abrogé.

Art. 25. Dans l'article 694/3, § 1^{er}, 1^o, du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « de la loi sur les ASBL » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations » ;

2^o les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

Art. 26. Dans l'article 694/9, 1^o, du même Code, inséré par le décret du 11 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « de la loi sur les ASBL » sont remplacés par les mots « du Code des sociétés et des associations » ;

2^o les mots « objet social » sont remplacés par le mot « objet ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions modificatives du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle*

Art. 27. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, les mots « régie par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 1:2 du Code des sociétés et des associations ».

Art. 28. Dans l'article 13bis, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 26 mai 2016, les mots « visés au Livre XI du Code des sociétés, dans les cas d'apport à titre gratuit d'universalité ou de branche d'activité visés à l'article 58 de la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL ainsi que dans les cas visés par la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises » sont remplacés par les mots « visés à l'article 13:10 du Code des sociétés et des associations ainsi que dans les cas visés par la procédure de réorganisation judiciaire prévue au livre XX, Titre V du Code de droit économique ».

CHAPITRE 5. — *Disposition modificative du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française*

Art. 29. Dans l'article 20, alinéa 1^{er}, du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, les mots « à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes » sont remplacés par les mots « au Code des sociétés et des associations ».

CHAPITRE 6. — *Dispositions transitoires*

Art. 30. L'article 17 produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 31. § 1^{er}. Aussi longtemps que, conformément au chapitre IV, section II, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, le Code des sociétés et des associations ne s'applique pas à une société, association ou fondation, toute référence à une disposition du Code des sociétés et des associations ou de son arrêté d'exécution qui figure dans une disposition décrétable modifiée par le présent décret, pour ce qui concerne cette société, association ou fondation, est réputée continuer à la mentionner comme une référence à la disposition du Code des sociétés, de son arrêté d'exécution ou autre législation particulière qui figurait dans cette disposition avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Aussi longtemps que, conformément au chapitre IV, section II, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses, une société, association ou fondation régie par le droit belge conserve une forme légale que le Code des sociétés et des associations ne reconnaît pas, les dispositions décrétables modifiées par le présent décret qui mentionnaient cette forme légale avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputées continuer à la mentionner comme avant l'entrée en vigueur du décret pour ce qui concerne cette société, association ou fondation.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 6 avril 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
P. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie
sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1191 (2022-2023) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 5 avril 2023.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/45407]

6 APRIL 2023. — Decreet tot aanpassing van sommige gewestelijke bepalingen aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen voor de bevoegdheden waarvan de uitoefening is overgedragen overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Onderwerp van de akte*

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn*

Art. 2. In artikel 37, eerste lid, 2°, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wet van 7 januari 2002 en bij het decreet van 8 december 2005, worden de woorden “is eveneens van toepassing op de handelsvennootschappen” vervangen door de woorden “is eveneens van toepassing op de vennootschappen”.

Art. 3. In artikel 60, § 7, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 7 januari 2002, worden de woorden “vennootschappen met een sociaal oogmerk zoals bedoeld in artikel 164bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen” vervangen door de woorden “coöperatieve vennootschappen erkend als sociale ondernemingen overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 4. In artikel 79, § 2, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° in lid 3 worden de woorden “een vennootschap met een maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “een coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 5. In artikel 96/4, § 5, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden “van haar maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “van haar doel”.

Art. 6. In artikel 96/7, eerste lid, 1°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden “of het sociale doel van de instelling” vervangen door de woorden “of het doel van de instelling”.

Art. 7. In artikel 112octies, § 1, derde lid, 1°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de woorden “of het maatschappelijk doel van de instelling” vervangen door de woorden “of het doel van de instelling”.

Art. 8. In artikel 133, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de decreten van 2 april 1998 en 4 oktober 2018, worden de woorden “die haar maatschappelijke opdracht te buiten gaat” vervangen door de woorden “die haar opdracht te buiten gaat”.

Art. 9. In artikel 135bis, § 1, 1°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 31 januari 2013, worden de woorden “in het kader van hun maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “in het kader van hun doel”.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 10. In artikel 44/3, 1°, c), van het Waals wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 22 januari 2015, worden de woorden “maatschappelijke zetel” vervangen door het woord “zetel”.

Art. 11. In artikel 122, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “tot maatschappelijk doel” vervangen door de woorden “tot doel”.

Art. 12. In artikel 149/3, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2014 en vervangen bij het decreet van 2 mei 2019, worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 13. In artikel 149/13, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2018, wordt punt 6° opgeheven.

Art. 14. In artikel 149/15, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “van de wet van 27 juni 1921 op de vzw’s” worden vervangen door de woorden “van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “maatschappelijk doel” worden vervangen door het woord “doel”.

Art. 15. In artikel 155/2, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018, worden de woorden “maatschappelijke zetel” vervangen door het woord “zetel”.

Art. 16. In artikel 380, 1°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de woorden “maatschappelijke zetel” vervangen door het woord “zetel”.

Art. 17. In Deel 2, boek VI, Titel 1, inleidend hoofdstuk, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019 en gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2022, worden de artikelen 410/0 tot 410/40 hernummerd tot 410/14 tot 410/54.

Art. 18. In artikel 418/6, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 16 oktober 2015, worden de woorden “maatschappelijk doel” vervangen door het woord “doel”.

Art. 19. In artikel 418/10, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 16 oktober 2015, worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 20. In artikel 491/17, § 2, 2°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt het woord “bedrijfszetel” vervangen door het woord “zetel”.

Art. 21. In de Franse versie van artikel 513, § 1, eerste lid, 6°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “objet social” vervangen door het woord “objet”.

Art. 22. In artikel 624/7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, worden de woorden “de wet van 1921 juni over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 23. In artikel 681 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 10 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “bedrijfszetel” worden vervangen door het woord “zetel”;

2° in het tweede lid wordt het woord “bedrijfszetel” telkens worden vervangen door het woord “zetel”.

Art. 24. In artikel 694/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, wordt punt 4° opgeheven.

Art. 25. In artikel 694/3, § 1, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “van de wet op de VZW’s” worden vervangen door de woorden “van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “maatschappelijk doel” worden vervangen door het woord “doel”.

Art. 26. In artikel 694/9, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “van de wet op de VZW’s” worden vervangen door de woorden “van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”;

2° de woorden “maatschappelijk doel” worden vervangen door het woord “doel”.

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling*

Art. 27. In artikel 8, eerste lid, 1°, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, worden de woorden “overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen” vervangen door de woorden “overeenkomstig artikel 1:2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

Art. 28. In artikel 13*bis*, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 26 mei 2016, worden de woorden “bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, in het geval van inbreng om niet van een algemeenheid of bedrijfstak bedoeld in artikel 58 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk alsook in de gevallen bedoeld in de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 13:10 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen alsook in de gevallen waarin de procedure tot gerechtelijke reorganisatie bedoeld in Boek XX, Titel V, van het Wetboek van economisch recht van toepassing is”.

HOOFDSTUK 5.- — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen*

Art. 29. In artikel 20, eerste lid, van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen worden de woorden “de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen, de Europese politieke partijen en de Europese politieke stichtingen” vervangen door de woorden “het Wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

HOOFDSTUK 6. — *Overgangsbepalingen*

Art. 30. Artikel 17 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2020.

Art. 31. § 1. Zolang het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, niet van toepassing is op een vennootschap, vereniging of stichting, wordt elke verwijzing naar een bepaling van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of van zijn uitvoeringsbesluit die voorkomt in een decreetale bepaling gewijzigd bij dit decreet, met betrekking tot die vennootschap, vereniging of stichting, geacht vermeld te blijven als verwijzing naar de bepaling van het Wetboek van vennootschappen, zijn uitvoeringsbesluit of andere specifieke wetgeving die in die bepaling voor de inwerkingtreding van dit decreet voorkwam.

§ 2. Zolang een vennootschap, vereniging of stichting beheerst door het Belgisch recht, overeenkomstig hoofdstuk IV, afdeling II, van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen, een rechtsvorm behoudt die niet erkend is door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, worden de door dit decreet gewijzigde wettelijke bepalingen die voor de inwerkingtreding van dit decreet naar die rechtsvorm verwezen, geacht daarnaar te blijven verwijzen zoals voor de inwerkingtreding van dit decreet ten aanzien van die vennootschap, vereniging of stichting.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 6 april 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023.
Stukken van het Waalse Parlement 1191 (2022-2023) Nrs. 1 tot 3.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 5 april 2023.
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/204798]

6 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant le programme de médecine préventive outbreak support team

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 47/7 à 47/17 et 410/16 à 410/22, insérés par le décret du 2 mai 2019, et modifiés par le décret du 3 février 2022;

Vu le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 12/10 à 12/14 et 12/55 à 12/72, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2022;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 janvier 2023;

Vu le rapport du 26 octobre 2022 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 14 mars 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 22 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 6 mars 2023;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la santé, donné le 17 février 2023;

Considérant les décisions du 2 février 2023 de l'organe de concertation intra-francophone et de son comité ministériel du 2 février 2023 de ne pas remettre d'avis;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre 1^{er}. — Disposition préliminaire

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Chapitre 2. — Dispositions générales

Art. 2. Il est établi un programme de médecine préventive de lutte contre les maladies infectieuses, dénommé « programme de médecine préventive outbreak support team ».

Art. 3. Le programme de médecine préventive est piloté par un ou plusieurs OST, spécialement agréés à cette fin conformément au chapitre IV.